

*Pouvoir d'emprunt*

a entrepris de réduire ses dépenses d'exploitation, ce qui aboutit à la suppression de plus d'un millier d'emplois. Ces emplois continuent de disparaître dans le plus gros secteur industriel, même dans les régions où le niveau de l'emploi est relativement élevé. En d'autres mots, on désinvestit au lieu d'investir. Or c'est le contraire qui nous avait été promis.

Et que dire du secteur des affaires au Canada? Nous sommes foncièrement convaincus que les décisions financières les plus saines sont celles qui sont prises sur le marché. C'est du moins ce que nous a dit le ministre des Finances. Que prévoit-il au sujet des décisions de cet ordre que feront en 1987 les hommes d'affaires canadiens? D'après lui, les investissements commerciaux connaîtront une augmentation réelle de seulement 1,5 p. 100 cette année. Or cela ne suffit tout simplement pas pour créer tous les emplois dont nous aurions besoin, dans la petite comme dans la grande entreprise. Il faut que nous puissions demeurer compétitifs.

En outre, il est à présumer que les investissements directs canadiens continueront d'être massifs aux États-Unis et à l'étranger. Loin de partager les convictions et la confiance du ministre des Finances, le secteur canadien des affaires évitera d'investir sur place, ce qui pourrait réduire le niveau du chômage et favoriser la création d'emplois, et se tournera plutôt vers l'étranger. Évidemment, en conséquence, la récession économique se maintiendra dans la plupart des régions au Canada. Mais méritons-nous un tel sort? Compte tenu du traitement de faveur accordé aux grandes entreprises, elles auraient dû faire davantage. Nous avons consenti d'énormes allègements fiscaux aux grandes entreprises au cours de cette période. Elles ont bénéficié d'allègements et de dégrèvements fiscaux.

Lorsqu'on parle de déficit, il faut comprendre qu'il continue d'exister un énorme potentiel de reports de pertes et d'autres déductions que les entreprises n'ont même pas encore exploités et qui ont été créés par les libéraux à partir de 1983. Ils ont adopté des règlements qui permettent de reporter durant sept ans, aux fins de l'impôt, les pertes et les crédits d'impôt à l'investissement. Lorsque le gouvernement actuel est entré en fonction, la valeur de ces reports se chiffrait à 13 ou 14 milliards et elle a déjà doublé. Si le gouvernement avait véritablement l'intention de réduire le déficit, il pourrait et devrait prendre des mesures en vue de supprimer certains de ces reports, de manière à ce que les entreprises paient leur juste part. Il n'aurait pas créé de nouvelles échappatoires, comme le dégrèvement fiscal de 500 000 \$ consenti aux personnes à revenu élevé.

J'ai interrogé le ministre des Finances au sujet de la situation et je lui ai demandé s'il était satisfait du taux de chômage. La semaine dernière au comité des finances, il a versé des larmes de crocodile en déclarant qu'il n'était pas satisfait d'un taux de 9,7 p. 100 mais que cela valait mieux qu'un taux de 11,7 p. 100. Il n'a pas manqué de jubiler en signalant que le taux de croissance du Canada avait été supérieur à celui des autres pays de l'OCDE. Heureusement que notre taux de croissance est plus fort, sinon nous perdions du terrain. En effet, lorsque 1,25 million de Canadiens continuent d'être au chômage, nous ne faisons guère plus que courir sur place, même si nous courons à une cadence appréciable. D'après les

prévisions de l'OCDE, du secteur privé et même de notre Conseil économique, le taux de chômage restera supérieur à 9 p. 100 au moins jusqu'en 1990 et il semble que 1,25 million de Canadiens continueront d'être en chômage indéfiniment. Cette perspective ne me réjouit pas non plus. Si j'étais ministre des Finances, je serais loin de m'en réjouir.

Il faut au Canada une politique de plein emploi par laquelle nous nous engageons à réduire d'année en année le chômage jusqu'à ce qu'il atteigne un niveau qui soit tolérable et réaliste. De quel niveau s'agirait-il? Auparavant on retenait un taux de 3 p. 100 comme objectif, madame la Présidente. Je signale que le taux de chômage du Japon a franchi le cap des 3 p. 100 pour la première fois en 20 ans. Nous ne pouvons peut-être pas en faire autant, mais il faut dire que la réalité du chômage au Canada est bien plus sombre que ce que nous indiquent les chiffres officiels. Si le taux de participation des travailleurs était aussi élevé à Terre-Neuve qu'en Ontario, sans changement dans le nombre d'emplois, alors le taux de chômage à Terre-Neuve serait non pas de 18 ou de 19 p. 100 mais de 36 ou de 37 p. 100, c'est à dire que plus du tiers de la population active à la recherche d'un emploi serait au chômage. Il est tellement difficile de trouver un emploi dans cette province qu'un grand nombre de femmes, de travailleurs plus âgés ou de jeunes ne sont tout simplement pas dénombrés dans la population active.

Nous devons courir plus vite seulement pour rester sur place. La population des autres pays de l'OCDE est stable ou en déclin. La nôtre augmente toujours en raison des taux d'immigration et de fertilité. Elle augmente même plus vite que celle des États-Unis. Le Canada a donc besoin logiquement d'un taux de création d'emplois plus élevé que tous les autres pays de l'OCDE. Nous ne devons pas nous demander comment nous nous comparons à l'Allemagne de l'Ouest, à la Grèce, à l'Espagne ou au Royaume-Uni mais comment nous réussissons à combler nos besoins au Canada? Nous y réussissons assez bien.

J'ai quelques autres commentaires à faire sur l'importance que les Canadiens attachent à la réduction du déficit comparée à la réduction du chômage et à la création d'emplois qui est elle-même un moyen important et inutilisé de réduire le déficit. Selon le sondage de Decima sur les attitudes des Canadiens face au déficit que le ministère des Finances a rendu public avec réticence il y a quelques jours, les Canadiens s'attendent toujours à ce que le gouvernement soit responsable de l'économie du pays. La proposition présentée par les groupes cibles était la suivante: «Même si nous devons compter davantage sur le secteur privé canadien pour assurer la croissance économique, je m'attends toujours à ce que le gouvernement surveille et gère l'économie du pays». Quatre-vingt-huit pour cent des personnes interrogées par Decima se sont dites d'accord avec cet énoncé et seulement 12 p. 100 n'étaient pas d'accord.

• (1300)

Lorsqu'on a demandé aux gens en 1985 ce qu'ils considéraient comme la plus grave menace qui pesait à long terme sur l'économie, 44 p. 100 des personnes interrogées ont répondu le chômage et 28 p. 100 le déficit. Quand on leur a demandé ce qui préoccupait le plus le gouvernement fédéral, 26 p. 100 des personnes interrogées ont répondu qu'il se préoccupait surtout du déficit et 28 p. 100 du chômage. On leur a ensuite demandé de dire de quel problème le gouvernement fédéral devrait se